

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES MATERIAUX CAENNAIS

Zone industrielle Caen Canal
14550 Blainville-Sur-Orne

Références : 2025-656
Code AIOT : 0005303520

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SOCIETE DES MATERIAUX CAENNAIS implanté Rue des Hauts Vents 14320 Feuguerolles-Bully. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale pour vérifier les modalités d'accueil des déchets inertes ainsi que la garantie du caractère non-dangereux des matières accueillies. Ces visites font l'objet de prélèvements de déchets qui sont ensuite analysés pour permettre de vérifier leur conformité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES MATERIAUX CAENNAIS

- Rue des Hauts Vents 14320 Feugueros-Bully
- Code AIOT : 0005303520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière, exploitée sur la commune de Feugueros-Bully, n'a plus d'activité d'extraction et est actuellement en phase de remise en état. La remise en état consiste notamment au remblaiement partiel du site avec des apports extérieurs de déchets inertes et non-dangereux, d'où l'objet de la présente visite.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
3	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Code de l'environnement du 27/07/2019, article L 171-3-1	Sans objet
4	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
5	Remblayage par des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents ainsi que la procédure d'acceptation des déchets mis en place par l'exploitant répondent globalement aux exigences de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Cependant, l'inspection demande certaines améliorations, notamment afin d'obtenir l'engagement du producteur sur le caractère non dangereux des déchets et d'adapter le modèle de document d'acceptation préalable (DAP) pour les lots en provenance de déchetteries ou de plateformes de transit. Une mise à jour de la procédure est attendue, incluant une clarification des déchets admissibles sur le site ainsi qu'un repositionnement sur les garanties analytiques pour caractériser la non dangerosité des déchets issus de déchetteries, de plateformes de transit ou de sites potentiellement contaminés.

Par ailleurs, l'implication du personnel sur le site a été constatée et les résultats des analyses réalisées sur les prélèvements sont conformes aux prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence du registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le registre des déchets entrants sur le site permettant la prise de connaissance des dernières réceptions sur le site. Ce registre informatisé (logiciel ETONS) reprend l'ensemble des informations réglementaires notamment la date de réception du déchet, sa dénomination usuelle, la quantité réceptionnée en tonnes, l'origine du déchet (coordonnées du producteur initial et du transporteur) ainsi que le traitement prévu.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Documents d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;

- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- l'origine des déchets;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;
- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Avant toute réception de déchets sur le site, l'exploitant précise qu'il demande au producteur/détenteur du déchet de compléter une demande d'acceptation préalable via l'outil E-DAP. Celle-ci doit être renseignée et signée par le producteur/détenteur, puis vérifiée par l'exploitant avant validation ou refus, conformément aux modalités de la procédure interne du site.

Trois DAP ont été examinés par l'inspection, correspondant aux lots de déchets prélevés pour deux d'entre eux (lots identifiés 001 et 002 lors des prélèvements) ainsi qu'à un lot issu d'une déchetterie :

- lot 001 (DAP n°0039-14320-19563-2025-248-AD, bon d'admission C02A072380) : 19,4 tonnes de terres et cailloux (code déchet 17.05.04), provenant d'un chantier Matériaux Baie de Seine à Rives-en-Seine et ayant transité par une plateforme Matériaux Baie de Seine à Gonfreville l'Orcher.
- lot 002 (DAP n°0039-14320-24465-2025-578-AD, bon d'admission C02A072377) : 28,5 tonnes de terres et cailloux (code déchet 17.05.04) provenant d'un chantier de réseaux sur la commune de Vendes.
- lot en provenance de la déchetterie de Colombelles (DAP n°0039-14320-7762-2024-868-AD, bon d'admission C02A072364) : 8,75 tonnes de terres et cailloux (code déchet 17.05.04).

L'étude de ces documents a conduit aux observations suivantes :

- 1 - Le DAP pour le lot 001 mentionne que le chantier n'a pas été le lieu d'une activité potentiellement polluante par le passé, et que le chantier n'est pas référencé sous CASIAS/BASOL/SIS. Toutefois, il semble que ces éléments ne peuvent être dûment justifiés du fait de la diversité des apports en plateforme de transit. Des résultats d'analyses datés du 07/10/25 (pack ISDI + 12 métaux sur brut) sont joints à la DAP. Ils correspondent à un suivi analytique mensuel des déchets issus de la plateforme mis en place par l'exploitant (mais ne correspondent pas à des analyses spécifiques sur le lot 001 réceptionné). Le tableau récapitulatif des résultats d'analyses indique qu'il n'y a pas de "valeur dépassant la valeur limite du critère de contrôle". L'exploitant devra s'assurer que les plateformes de regroupement expéditrices des déchets qu'il réceptionne au sein de la carrière sont autorisées, par un arrêté préfectoral, à effectuer une rupture de traçabilité des déchets. A défaut, il devra s'assurer auprès de ces plateformes de l'identification des parcelles d'origine des déchets dans le cadre d'une levée de doute.
- 2 - Le DAP n°0039-14320-7762-2024-868-AD (lot provenant de la déchetterie) mentionne que le chantier n'a pas été le lieu d'une activité potentiellement polluante par le passé, et que le chantier n'est pas référencé sous CASIAS/BASOL/SIS. Il semble également que ces éléments ne peuvent être dûment justifiés du fait notamment de la diversité des apports en déchetterie et de l'absence d'analyses conduites pour les déchets venant de la déchetterie.

<p>Le modèle de DAP doit être adapté en conséquence.</p> <p>Le modèle de DAP utilisé par l'exploitant, bien qu'il comporte l'essentiel des informations requises par la réglementation, ne permet pas d'obtenir une déclaration formelle du producteur attestant du caractère non dangereux du déchet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, informer l'inspection, des actions engagées pour répondre aux constats formulés au point 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/07/2019, article L 171-3-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent prélever ou faire prélever des échantillons en vue d'analyses ou d'essais. Ces échantillons sont placés sous scellés. Dans le périmètre d'une installation, le responsable présent ou, à défaut, son représentant est avisé qu'il peut assister au prélèvement. L'absence du responsable ou de son représentant ne fait pas obstacle au prélèvement.</p> <p>II.- Les échantillons sont prélevés au moins en double exemplaire et adressés à un laboratoire d'analyses. Un exemplaire est conservé par le fonctionnaire ou l'agent chargé du contrôle aux fins de contre-expertise. La personne faisant l'objet du contrôle, ou la personne désignée pour la représenter, est avisée qu'elle peut faire procéder à ses frais à l'analyse de l'exemplaire conservé. Elle fait connaître sa décision dans les cinq jours suivant la date à laquelle les résultats de l'analyse du laboratoire ont été portés à sa connaissance. Passé ce délai, l'exemplaire peut être éliminé.</p> <p>Dans le cas où aucune contre-expertise n'a été sollicitée, le second échantillon est détruit au terme d'un délai de deux mois à compter de la date du prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux lots de déchets réceptionnés le jour de la visite ont été choisis par l'inspection pour faire l'objet d'analyses visant à vérifier le caractère inerte et non dangereux des déchets admis; lots identifiés n°001 (DAP n°0039-14320-19563-2025-248-AD, bon d'admission C02A072380) et n°002 (DAP n°0039-14320-24465-2025-578-AD, bon d'admission C02A072377).</p> <p>Deux échantillonnages ont été réalisés (un pour le laboratoire et un témoin pour l'exploitant).</p> <p>Les analyses demandées par l'inspection ont été les suivantes : pack ISDI (protocole analytique suivant les critères fixés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014) et métaux en contenu total (12).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Résultat du prélèvement inopiné</p>

Prescription contrôlée :

I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

Constats :

Les résultats d'analyses ont été transmis à l'inspection par courriel le 14/11/2025.

Les analyses selon le pack ISDI démontrent pour les 2 lots le respect des seuils fixés à l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature ICPE.

En revanche, les résultats démontrent que certains paramètres dépassent les valeurs de référence issues du Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués (mis à jour en 2024) :

Lot 001 :

- indice hydrocarbures (C10-C40) : 204 mg/kg MS.
- HAPs (16) : 24,7 mg/kg MS.

Lot 002 :

- métaux sur brut : cadmium (0,48 mg/kg MS).
- indice hydrocarbures (C10-C40) : 204 mg/kg MS.
- HAPs (16) : 24,7 mg/kg MS.

Toutefois, ces valeurs restent bien inférieures aux valeurs du guide INERIS (mis à jour en 2024) relatif à la caractérisation en dangerosité des déchets. Ces terres sont anthropisées, mais probablement non dangereuses et peuvent raisonnablement être acceptées sur le site de la carrière de Feuguerolles Bully.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage par des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, absence de matériaux interdits

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Constats :

Lors de l'inspection effectuée sur l'aire de déchargement, aucun matériau interdit (végétaux, bois, plastiques, ferrailles) n'a été relevé, à l'exception d'un fragment d'enrobé identifié dans le lot 002 lors du régalage du tas pour la réalisation du prélèvement. L'exploitant a indiqué que ce lot provenait d'un chantier de réseaux qui expliquerait de part les opérations de découpe de voirie la présence de ce fragment d'enrobé.

Sur site, des bennes sont prévues pour collecter les déchets non autorisés pour les opérations de remblaiement identifiés en zone de déchargement.

Les non-conformités de chargement détectées à la bascule et en zone de déchargement sont enregistrées dans le registre des refus de déchets E-CARE. Ce document, tenu et présenté par l'exploitant, établit pour chaque non-conformité un rapport décrivant la non-conformité, illustrée par des photographies, l'action corrective immédiate réalisée sur site ainsi que les éléments de traçabilité correspondants. L'examen de deux rapports a mis en évidence des refus de déchets non autorisés : le 09/10/2025 (ID EVENT 50538846), en raison de la présence de plâtre dans la benne, et le 19/09/2025 (ID EVENT 50536682), en raison de la présence de grillage et de déchets verts.

Conformément à la procédure d'accueil des déchets inertes, l'exploitant a indiqué que l'agent de bascule n'autorise l'entrée que des apports dont le DAP a été validé au préalable.

Un premier contrôle visuel est réalisé à l'arrivée par l'agent de réception, puis un second lors du déchargement du camion par le conducteur d'engin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Autre, Contenu de la procédure

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté, en partie, la procédure utilisée pour définir les critères d'acceptation des déchets sur le site. Cette procédure décrit les dispositions

prises par l'accueil sur site des déchets inertes et non dangereux.

Cette procédure indique, dans sa "partie 1 - Déchets admissibles", que "les déchets préalablement triés figurant dans la liste des déchets réputés inertes non dangereux (page 2) contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que les métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc sont également admis dans nos installations...", ce qui d'une part est complètement en désaccord avec la partie 2 "déchets refusés" et d'autre part, pourrait laisser penser que des déchets non autorisés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sont acceptés sur le site pour des opérations de remblaiement. En effet, seul l'accueil de déchets inertes et non dangereux est autorisé par le dit arrêté. Ce point, dans la procédure, doit être clarifié pour garantir une bonne application de la réglementation par l'agent en bascule. Rappelons qu'aucun matériau interdit (végétaux, bois, plastiques, ferrailles) n'a été relevé par l'inspection lors de la présente visite.

Par ailleurs, la procédure indique que pour certains chantiers, des analyses sont à réaliser. Il est indiqué pour les lots en provenance de déchetteries, de plateforme de transit et de sites contaminés, qu'une "vérification de l'absence de propriétés de dangers HP1 à HP15" doit être réalisée". A cette phrase, sont ajoutés entre parenthèse les paramètres "métaux sur brut, COHV, potentiel redox". Ces éléments sont imprécis voire inexacts pour les raisons suivantes : d'une part, il pourrait être compris qu'une caractérisation de la dangerosité HP1 à HP15 des déchets doit automatiquement être effectuée pour ces lots, ce qui n'apparaît pas raisonnable. D'autre part, cela laisse entendre qu'il pourrait être évalué le résultat des propriétés de danger HP1 à HP15 grâce aux analyses de métaux sur brut, COHV et le potentiel Redox. Or, ce ne sont que des indicateurs qui permettent d'écarter le caractère potentiellement dangereux mais ne peuvent en aucun cas donner des résultats sur les propriétés de danger HP.

L'inspection a relevé que la procédure n'était pas appliquée dans certains cas. Les lots issus de déchetterie ne font pas l'objet des analyses prévues dans la procédure (analyse "tous les mois"), ce qu'a confirmé l'exploitant en précisant un coût des analyses HP1 et HP15 très élevé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 1 mois :

- mettre à jour sa procédure pour tenir compte des remarques de l'inspection
- appliquer sa procédure strictement de façon à ce que des analyses soient conduites pour les lots en provenance de déchetteries et de plateformes de transit (modalités/fréquence à définir sous sa responsabilité).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

I.- Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres

excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

Constats :

Le passage de la plateforme RNDTS (Registre national des déchets, terres excavées et sédiments) à Trackdéchets en mai 2025 a entraîné des difficultés de transmission, dues à l'incompatibilité des logiciels de l'établissement. Cela explique que les dernières déclarations validées datent du printemps 2025.

L'exploitant travaille actuellement à résoudre ces problèmes, rencontrés également par d'autres établissements, et s'engage à reprendre les déclarations là où elles avaient été interrompues dès que la situation sera rétablie. Rappelons à ce titre qu'une période de tolérance du 1er mai jusqu'au 31 décembre 2025 est mise en place par le ministère afin d'accompagner les déclarants et pour tenir compte du temps d'adaptation nécessaire des outils internes. Aussi, l'ensemble des registres de l'année 2025 devront être transmis dans Trackdéchets de manière rétroactive au plus tard le 31/12/2025.

L'inspection rappelle que, en fonctionnement normal, l'exploitant doit assurer la transmission des données au plus tard le dernier jour du mois suivant la réception des terres excavées.

Type de suites proposées : Sans suite